



Dans Haïti meurtrie, visite en terres paysannes à Cap Rouge et Michineau

« *Compe mwen, kijan ou ye ?
Pa pi mal, non gras a Dieu e ou mem ?
M'la wi, na'p kembe. Et pitit ou ?
Yo la wi »*

*Compère, comment allez vous ?
Pas plus mal, non, grâce à Dieu, et vous même ?
Je suis là, oui, on se maintient. Et vos enfants ?
Ils vont bien !*

CAP ROUGE : UN TABLEAU RURAL VIVANT

Le soleil se lève à peine sur ces hautes terres du plateau de Cap Rouge, suspendu au dessus de la mer des Caraïbes, surplombant la petite ville de Cayes Jacmel sur la côte sud d'Haïti. Ses rayons colorent d'un rouge profond ces terres tout juste travaillées, qui contrastent avec le blanc des roches calcaires. À perte de vue, des femmes, foulards bleus, rouges ou blancs autour de la tête et des hommes, la tête couverte par des chapeaux de paille, s'apostrophent de tous côtés. Leurs salutations se font écho sur tous les versants de ces mornes. Macoute¹ sur l'épaule ou sac sur la tête avec les provisions de la journée, ils partent tous rejoindre à pied le petit bout de terre qui leur permet de survivre. Cette nuit, la pluie tant attendue est tombée, même si encore insuffisante pour nourrir des sols assoiffés après plusieurs semaines de sécheresse. Les femmes sèment déjà le maïs ou le haricot, pendant que d'autres hommes travaillent en *combit*² et préparent la parcelle en retournant à la houe et au pic les mottes de terre.



À leurs habits et leur maison, point besoin d'être un économiste chevronné et bardé de diplômes pour comprendre que ces hommes et femmes vivent de peu de choses : vêtements usés, petites maisons de bois, terre et chaux, voire de végétaux pour les plus pauvres, une gamelle de riz ou de semoule de maïs sur le

feu, ... Pas d'eau potable dans toute la zone. Des enfants courent pieds nus en guenilles et descendent le sentier tracé au milieu des parcelles, des bidons de récupération sur la tête ou au bout des bras. Ils reviennent de l'unique captage d'eau de tout le plateau. Des projets de coopération successifs ont couvert le plateau de citernes d'eau pour récupérer l'eau des toits de ces petites maisons paysannes, ressource vitale pour les hommes et les animaux.

¹ Sac traditionnel paysan en matière végétale

² Système d'entraide en travail collectif



Au milieu des quelques arbres qui subsistent encore à la coupe de bois, malheureusement nécessaire pour survivre lorsqu'on a rien d'autre, on aperçoit partout ces "kay" multicolores. De petites tombes sont accolées aux maisons. Les vivants côtoient ici les morts, qui partagent encore ces moments joyeux ou non d'une vie que certains qualifient de miséreuse. Dans ce grand jardin cultivé que des peintres d'art naïf ont rendu célèbre, au milieu de ce tableau magnifique et dramatique à la fois, nous avançons en 4x4 sur la route ou ce qui en fait office. Pieds nus, les enfants

incrédules et les adultes regardent passer cette machine de la modernité, tandis que nous regardons défiler confortablement assis sur les fauteuils capitonnés du Toyota, leurs propres vies et maisons de terre. Deux mondes se côtoient.

La route se fait de plus en plus étroite. Il ne s'agit bientôt plus que d'un petit lit de roches, et nous décidons d'abandonner là la voiture. Comme tous les paysans de la zone, il nous faut maintenant affronter la grande marche pour se rendre à Michineau dans le bassin versant de Fond Melon où la Commission Européenne et d'autres partenaires nous financent un humble projet d'aménagement de bassin-versant que nous mettons en œuvre avec notre partenaire CROSE³, un mouvement social et paysan puissant du Sud-est. Nous avons averti Christophe qui nous accompagne que la route n'arrive pas à destination finale, et qu'il faudra marcher deux bonnes heures avant d'arriver à Michineau où nous attend toute la communauté. Et ce n'est pas fini, il faudra bien revenir. Tout ça pour peut-être ne rien voir d'exportable : un comble pour un entrepreneur du commerce équitable. Mais Cécile elle, même si elle ne dit rien, n'en est pas moins heureuse : enfin une journée où elle peut sortir de Port-au-Prince, la folle, mouvementée et aujourd'hui profondément meurtrie.... capitale d'Haïti.



HAÏTI MEURTRIE ET EN COLERE

Devant sa boutique d'artisanat, ouverte en ce jour de Pâques et remplie d'objets peints de toutes les couleurs, plateaux, masques, boîtes, reflets fidèles de l'image idyllique d'une île des Caraïbes, l'homme est assis à l'ombre, les mains croisées sur le dossier de sa chaise, souriant.

Avec Cécile, coordinatrice d'AVSF en Haïti, nous visitons les quartiers de la ville basse de Jacmel. Depuis Port-au-Prince, jusqu'à Léogane et Jacmel, en moins de 35 secondes, le séisme du 12 janvier, le "goulou goulou" comme l'ont baptisé les haïtiens, n'a fait qu'une bouchée de ces maisons de bétons – les "club-sandwich" - dont les dalles, mal ou trop vite construites, se sont effondrées encore entières, créant dévastation et douleur. Des maisons effondrées, des ferrailles emmêlées, des tentes et des campements précaires partout dans les rues.

³ Coordination régionale des organisations du Sud-Est

Cécile le connaît bien, lui chez qui elle conduit souvent les visiteurs qui veulent ramener chez eux un souvenir "d'Haïti Cherie".

"Ki jan nou ye ? Et famiy ou ?

Et bien nou la, men m'te pedi maman'n ak dam mwen nan seism la ..."

Comment ca va ? Et la famille ?

Et bien je suis là, mais j'ai perdu ma mère et ma femme dans le séisme ...

L'homme sourit pourtant toujours. A aucun moment, ce sourire ne s'est estompé de son visage. Avec ces quelques mots, tout est dit d'une douleur profonde qu'aucun autre signe visible ne traduit en apparence. Aucune plainte, pas de larmoiement. Quelques mots, la fatalité, la dignité et la vie qui continue. Des remerciements au "bon dye" qui "nous a sauvé, nous les survivants". Combien de tous ceux que nous avons croisés ces derniers jours sont comme lui, à la fois souriants, vivants et profondément blessés ?

La boutique est là ouverte, remplie de ces masques de carnaval – une tradition à Jacmel – mais cette année, ils sont restés invendus parce que ce foutu séisme a semé la pagaille. Mais en ces jours de fêtes



de Pâques, pas question de baisser les bras : la vie doit reprendre et les raras ont envahi les routes. Ces bandes de musiciens armés



d'instruments que certains pourraient croire sortis d'un autre âge, entraînent derrière eux des femmes et des hommes, aux corps transpirants, dansants sous un soleil de plomb, heureux pour un temps de fêter et oublier. Oublier le séisme et se rappeler du temps où le raras, cette musique et cette danse "endiablées", était une des formes de résistance à la soumission que les colons tentaient d'imposer à leurs esclaves.

A deux pâtés de maison – ou du moins ce qu'il en reste - la mer est bien là, d'une couleur bleue étincelante comme il se doit à cette latitude. Entre les gravas d'une maison tombée et les tentes multicolores et les bâches bleues qui ont envahi la rue, la boutique et son propriétaire sont également là, toujours debouts, en attente de touristes.

Curieusement, des "blancs", on en voit partout sur ces plages paradisiaques où déambulent des vendeurs en tout genre qui tentent de les appâter avec de multiples offres : chapeau de paille, noix de coco, huîtres tout juste récoltées, copies de tableaux d'art naïf. Ils ont beau être blanc, on en voit de toutes sortes, de toute formes et de toutes



couleurs, certains plus pâles, d'autres plus jaunes ! Les hôtels qui ne sont pas tombés en sont pleins. Eux remercient deux fois plutôt qu'une le "goulou goulou" et "bon dye" : leurs hôtels ont été épargnés et ils ne désemplissent pas. Bon business. C'est que deux mois après ce 12

janvier, les "blancs" sont venus, nombreux, au chevet d'une île meurtrie par ce tremblement de terre dévastateur.

De tous côtés, les avions sont arrivés et ont débarqué des "volontaires" et des "experts" en tout genre. Ces "blancs" là circulent maintenant dans des voitures rutilantes, couvertes de macarons, de drapeaux et autocollants. Lorsqu'ils se croisent, ils se saluent, à croire qu'ils se connaissent de toujours, à moins qu'ils ne soient perdus dans un pays dont ils découvrent tout et dont beaucoup semblent comprendre bien peu. Difficile pourtant d'ignorer l'histoire d'Haïti, et cette mémoire collective marquée entre autres par de multiples présences et ingérences étrangères, pas forcément toujours appréciées. A croire que ce salut des "blancs" entre eux n'est qu'un moyen de se rassurer sur leur action et la raison de leur présence. Je regarde un peu désorienté ce grand supermarché de l'aide, où chacun tente d'être visible, de dire - ou de se persuader - qu'il est indispensable ...

Il y a deux jours, sur la route qui nous a conduit de Port au Prince à Jacmel, une ville aura contre mon gré, retenu mon attention : Léogane, une ville martyr où tout ou presque n'est que gravats et camps. Pas un seul regard qui ne croise une maison ou un édifice effondré ou fissuré, au beau milieu d'une vie qui apparemment a repris avec ses embouteillages, ses *tap tap*⁴ bariolés qui klaxonnent, ses vendeurs et marchandes de rue qui proposent médicaments, crème glacée, viande grillée ou lacets de chaussures. Dans cette ville qui n'en est plus une, l'aide est là, nécessaire qui loge et nourrit des milliers de sans abris. Mais tels ces panneaux publicitaires qui défigurent nos villes en France, des drapeaux et banderoles s'affichent entre gravas et ferrailles tordues. Dans un pays blessé où les haïtiens font face et ont été les premiers sauveteurs de leurs voisins, cet étalage en deviendrait presque arrogant et blessant. Le visage fermé de Cécile et son regard dur en disent long sur sa colère intérieure, elle qui est là depuis plus de vingt ans, même si elle sait que cette présence étrangère continue aussi de soulager des vies. Comme elle, je suis plutôt content de circuler dans un 4x4 blanc – déjà presque trop visible - sans autre signe distinctif.

"Pourquoi ils ne nous laissent pas tranquilles ? Pourquoi on ne leur dit pas de rentrer chez eux et de nous laisser nous arranger entre-nous pendant au moins un an ? me dit, d'un ton volontairement courroucé et provocateur Ti Jean. A la lueur d'une bougie, sous la paillote qui nous sert d'abri ce soir en bordure de mer dans la baie de Ti Mouillage, cet intellectuel haïtien profite de notre présence pour nous signifier clairement sa colère, choqué comme tant d'autres, non pas par cette vague de solidarité, mais par les gabegies et les partages qui ne disent pas leur nom de l'aide internationale. Sa proposition me semble irréaliste mais témoigne d'une fierté blessée. Je ne lui dis pas ; ce serait aussi une provocation. Je me contente, en l'écoutant parler, de siroter une bière Prestige bien glacée, la bière nationale, dont la production un temps arrêtée après le séisme, vient de reprendre. Un vrai soulagement pour tous !

31 mars 2010. A New York, la conférence pour la reconstruction d'Haïti bat son plein. A Jacmel, dans une pièce éclairée par une lumière blafarde, sur un coin de bureau, profitant d'un peu de courant et d'une connection internet miraculeuse, Philippe, le journaliste de France Inter qui nous accompagne, enregistre sur ses appareils miniaturisés, ce qui demain passera sur toutes les ondes françaises : *"L'argent promis peut-il vraiment changer quelque chose ? La réponse de Gérald Mathurin, leader d'un grand mouvement paysan, est claire : rien !"*

Rien vraiment ? Je comprends la réponse de Gérald, coordonnateur de ce grand mouvement social du sud-est d'Haïti, CROSE, qui telle une toile d'araignée, a tissé un large réseau

⁴ bus et taxis collectifs

d'influence avec des organisations de femmes, de jeunes, de paysans, d'éducateurs, de pêcheurs, etc. Derrière la porte de son bureau où il reçoit presque en audience les nombreuses personnes qui tentent de l'approcher, ce *leader* d'un mouvement aujourd'hui fort et puissant, ancien ministre de l'agriculture et "ancien" ami de l'actuel président, a eu des mots provocateurs pour un public qui ignore souvent tout d'Haïti. Gérald n'est pas dupe. Derrière ce visage de sage, cette barbe qui commence à blanchir et ces yeux malicieux, cet intellectuel sait bien que l'argent est nécessaire ! Mais il sait aussi combien cet argent – plus de 10 milliards de dollars – fera d'abord et avant tout l'objet d'un partage et d'un retour sur investissement pour toutes les entreprises qui interviendront dans la reconstruction, sans compter les risques de détournement au sein même de l'appareil d'Etat, si fragilisé après le séisme. L'homme parle de manière profonde et pèse chacun de ses mots : en quelques jours, il est presque devenu une star pour avoir géré de manière exemplaire avec le mouvement CROSE et des centaines de jeunes haïtiens bénévoles, l'appui aux familles sinistrées de Jacmel : alors que nous lui parlons, une journaliste canadienne, sortie d'on ne sait où, habillée en grand reporter de guerre à deux pas des plages et des cocotiers, le mitraille avec son Nikon dernier cri dans un bruit de moteur incessant.

"On nous critique beaucoup, mais regarde bien ce qui se passe", m'avait dit quelques jours auparavant à Port-au-Prince, Michel Chancy, Secrétaire d'Etat à la production animale, et depuis le 12 janvier, responsable de la distribution de l'aide alimentaire en Haïti. Nous nous étions retrouvés dans le calme et luxe d'un restaurant de Pétionville, le quartier huppé de Port-au-Prince. Lumières tamisées, ambiance caraïbes, Haïtiens et étrangers buvaient, mangeaient et conversaient tranquillement en ce lieu. Rien ici ne laissait supposer que la ville sortait à peine d'un drame humain sans commune mesure, dont les traces étaient encore visibles à quelques rues. *"Personne ne fait confiance à l'Etat ; les normes qu'on nous impose pour décaisser de l'argent sont procédurières et totalement inefficaces. Notre budget est ridicule. Et le séisme ne nous permettra pas de récupérer plus de 25% des taxes fiscales de l'année ; la direction générale des impôts a été totalement détruite et de nombreux fonctionnaires ont perdu leur vie ! Certaines ONG sont aujourd'hui plus puissantes que le gouvernement. De très bons fonctionnaires sont partis travailler dans les ONG, attirés par des salaires mirobolants. Si l'Etat est dans cet état, c'est aussi la faute de la coopération internationale !"*

Et de rajouter pour asseoir sa démonstration : *"Regarde, pour le seul domaine de l'éducation, l'Etat y consacre plus de 60% de son budget et à peine 1/3 des besoins sont réellement couverts ! Tout le monde se plaint et c'est normal, mais comment pourrions-nous faire plus ? Pour avoir plus de recettes fiscales, on ne peut qu'augmenter les taxes sur le riz et le lait. On l'a fait. Mais même les plus antilibéraux qui critiquaient hier l'ouverture des frontières nous critiquent aujourd'hui parce qu'on n'a assez relevé les taxes : en ville, les produits alimentaires ont augmenté ! Si l'aide ne contribue pas aussi à relever l'Etat et à payer ses fonctionnaires, ce n'est pas la peine de parler d'aide".*

Je ne fus pas mécontent ce jour-là d'entendre ce discours de Michel, réaliste et pragmatique. À force de rechercher la parfaite démocratie et la transparence totale en imposant ses règles et conditions souvent drastiques, la coopération n'en est-elle pas parfois devenue totalement absurde ? Je reste convaincu que les moyens financiers annoncés à New York constituent une première victoire pour tous ceux qui se sont battus pour un engagement fort de la communauté internationale pour un pays qu'elle a trop longtemps oublié, pour ne pas dire négligé. Cet argent est nécessaire pour aider à la reconstruction par les Haïtiens de leur pays, promouvoir une décentralisation réelle et rapide et soutenir également la reconstruction de l'Etat. L'ampleur des dégâts matériels et humains est étouffante. Mais pour que les fonds annoncés donnent des résultats probants à moyen et long terme, il faut appuyer les efforts du peuple haïtien dans toute sa diversité. C'est aujourd'hui à Gérald, à son mouvement et à toutes

les organisations de la société civile haïtienne de réclamer maintenant auprès de leurs gouvernants et auprès de la communauté internationale que cet argent réponde vraiment aux besoins des personnes, et qu'il soutienne les initiatives d'ores et déjà existantes qu'eux-mêmes ont promues. Plus encore que l'Etat, les "experts" fraîchement débarqués, avec des yeux neufs et pour certains naïfs, dont beaucoup sont en situation de haute responsabilité, auront-ils les yeux pour les voir, les oreilles pour les entendre, et l'intelligence pour les comprendre ?



A MICHINEAU : UNE PAYSANNERIE QUI S'ORGANISE

La montée n'est pas si rude depuis l'endroit où nous avons laissé la voiture, mais Christophe souffre : la brume matinale s'est levée sur le haut plateau de Cap Rouge et le soleil tape déjà fort. Au col, la vue plongeante sur le bassin-versant de Michineau est splendide. On aperçoit au loin, là-bas tout au fond, la place, son église et son école où nous attendent des représentants de la

communauté et des organisations paysannes. Lorsqu'on lève les yeux, se dévoilent des versants souvent pentus, largement érodés pour certains, tandis que d'autres maintiennent encore un semblant de couvert forestier qui donne à ce paysage un air de grand jardin cultivé.

"Et bien Christophe, ce radyatè pa nou ki chofé !" (c'est le radiateur qui surchauffe) s'exclame Merezé, l'un des dirigeants du mouvement CROSE, alors que le visage de Christophe se colore d'un rouge proche de celui de sa chemise.

Deux paysans, représentants de l'Organisation des paysans de Michineau, attendent là au col la "délégation" qui leur a été annoncée : une manière pour eux d'honorer notre présence et de marquer solennellement l'entrée sur leur territoire.

Avec une certaine fierté dont je comprendrai vite qu'elle n'est pas usurpée, Civil, le technicien agroforestier du projet, nous présente les premiers aménagements réalisés : des murs secs qui traversent les fortes pentes qui dégringolent de ce versant, remparts contre les coulées de pluie et l'érosion des sols. Sur ces terrasses qui se sont si vite constituées, les familles paysannes de Michineau ont planté des arbres forestiers ou fruitiers et s'engagent – me dit-on – à les préserver pendant au moins dix ans.



A ma demande, Civil m'explique de manière détaillée et avec grande précision les modalités de cette action : *"Un contrat est signé avec le propriétaire de la terre pour l'installation de plantations. S'il n'a pas de titre en règle, ce sont trois témoins de la zone qui doivent attester qu'il en est bien le propriétaire et l'utilisateur depuis plusieurs années. Ce contrat stipule qu'il ne doit pas couper ces arbres, pas même cultiver dans ces parcelles pendant au moins dix ans. En contrepartie, s'il respecte ses engagements, il recevra pendant ces même dix années un montant financier compensatoire, pour le dédommager de l'absence de revenus puisqu'il ne peut pas mettre en culture ces terres trop pentues, et pour certaines déjà très dégradées"*. J'apprends vite qu'en réalité, l'équipe vient de s'apercevoir que cette mise en culture n'est pas forcément mauvaise au cours des trois premières années : en sarclant et nettoyant bien la parcelle pour l'installation de quelques plants de pois et maïs, ce sont aussi les arbres qui en

bénéficient pour leur croissance. Mais après trois années de croissance des arbres, il ne sera plus possible de cultiver ; ce sera alors l'heure de vérité sur la survie des arbres. Ceux que nous voyons (eucalyptus, chêne, gmelina, capable, avocat, etc.) se portent bien et ont cru rapidement. La fierté de Civil est compréhensible : dans un pays où la lutte contre l'érosion est plus qu'une urgence mais où tant de projets ont échoué, voilà une initiative innovante et prometteuse.

Nous poursuivons notre descente dans le bassin-versant de Fond Melon-Michineau. Christophe s'inquiète ; cela fait déjà deux heures que nous crapahutons. En épongeant les grosses gouttes qui coulent sur son visage, il se renseigne discrètement :

"Kote nou prale la ?" (Jusqu'ou va-t-on aller, là ?)

Mais pas question pour Pélège, le coordinateur du projet, Civil et les deux paysans qui nous accompagnent de descendre trop vite ! A la mission venue de France, ils veulent montrer d'autres aménagements réalisés avec succès, notamment de ravines. Certaines, aujourd'hui coupées par des murs de pierre sèche, sont déjà remplies de terre et cultivées avec des bananiers, alors qu'elles n'étaient il y a à peine deux ans, qu'un passage obligé et dangereux d'écoulement de pluies torrentielles qui emportaient tout sur leur passage, et en premier lieu les terres encore fertiles.



"Mon la li te kale blanch. Nou te pran disposisyon : nou fe mur sech, nou plante pye bwa, nou mare bèt. Nan bitasyon mwen, dlo té kon koule trop. Ak Gordon, li té tue yon moun. Lot moun yo kite zon la. Kounya'la ravine rempli, moun yo comence tounè !"

Le morne était tout érodé au point d'être devenu blanc. Nous avons pris des dispositions : on a fait des murs secs, on a planté des arbres. Dans mon habitation, l'eau avait l'habitude de raviner tous les sols. Avec le cyclone Gordon, une personne a même été tuée. Les autres habitants ont dû quitter la zone. Maintenant, la ravine est remplie, et les gens ont commencé à revenir, témoigne Jason, un des paysans avec qui nous sommes maintenant réunis dans l'église de Michineau.

Vêtu de ses plus beaux habits et de tennis blanches – qui ont remplacé les historiques souliers cirés et brillants, des changements vestimentaires liés à l'arrivée massive de *rad pepe*, ces vêtements d'occasion des Etats Unis revendus à pas cher sur tous les marchés -, il n'est pas peu fier, lui non plus, de faire connaître les succès du projet dans son habitation.

Toutes les organisations paysannes de la zone sont présentes. Rien n'a été laissé au hasard pour cette rencontre. C'est que *"Madam Cécile"* est là, accompagnée par celui qu'on a un peu trop vite surnommé *"Prezidan AVSF"* sur des grandes feuilles de papier collées sur tous les murs et les portes de cette église, en guise d'accueil et de remerciement. Pas non plus question de s'asseoir n'importe où : sur des bouts de papier scotchés sur les murs ou les bancs rustiques de l'église, ont été griffonnés les emplacements à respecter pour les différents participants à la réunion : AVSF, l'équipe du projet CROSE, les dirigeants de l'Organisation des paysans de Michineau, les représentants des collectivités locales, les représentants de la Fédération des organisations des paysans de Michineau, et des autres organisations locales. Tous vêtus de beaux habits pour faire honneur aux visiteurs, comme on le fait habituellement le jour de la messe pour aller prier *"bon dye"*.

"Nou pas gen mo ni bouch pour nou di mesi ; se nan bouch bon diye li ye"

Nous n'avons pas de mots pour le dire, ni même de bouche pour exprimer nos remerciements ; c'est dans la bouche de Dieu qu'ils sont, nous dit maintenant et avec une réelle émotion Jocelyne, l'une des responsables de la Fédération des organisations paysannes de Michineau, les yeux tournés vers "Madame Cécile", mais aussi vers les représentants de l'organisation et de l'équipe de CROSE.

"Nou senti nou fiè de tet nou : tou sa nou tè fê, li vin fe moun se moun vre li ye",

Nous sommes fiers de nous : tout ce qu'on a fait, cela nous a fait grandir comme être humain, rajoute Justin, à qui le président de séance, Jean-Claude, président de l'OPM, vient de donner la parole, alors qu'il levait le doigt, tel un écolier, depuis belle lurette sur son banc.

Il est maintenant debout et s'exprime de manière convaincante :

"Ravin yo trete : se nou mem ki te fel. Sa ba'm fierte lè m'rencontre yon moun ak GPS nan men mwem. Moun ki fin lekòl pa konn anyen ladan. Se mwa mem ki guide moun yo. M'tè ti gason iyer, se gran gason joudya la."

Les ravines traitées, c'est nous qui l'avons fait. Moi-même, je suis fier quand je rencontre quelqu'un avec un GPS dans les mains. Même les gens qui ont suivi l'école ne connaissent pas cela. J'étais un petit garçon hier, je suis devenu grand aujourd'hui.

Curieusement, ici on parle d'aménagements, de protection des sols, de plantations d'arbres, d'amélioration de l'élevage – le projet a permis la diffusion de chèvres et de parcs –. Pas encore un seul mot n'a été prononcé sur le séisme du 12 janvier, à croire que le "goulou goulou" n'aurait pas touché cette zone ou qu'ils veulent tous l'oublier. L'endroit de la rencontre est pourtant surprenant et ne laisse aucun doute : les murs de l'église sont à moitié tombés et il est même étrange de se retrouver réunis là au milieu d'un bâtiment en grande partie détruit. Assis bien sagement au milieu de ces murs béants et attentifs aux prises de paroles des uns et des autres, je reste interloqué que le séisme ne soit pas encore évoqué.

Nous avons pourtant bien vu au détour des sentiers de Michineau ces maisons paysannes endommagées : des fissures, des murs de chaux et paille tombés à terre. Non content de déranger les vivants, "goulou goulou" a aussi dérangé les morts : les tombes ont été soulevées, certaines totalement renversées. Mais personne n'en a encore parlé dans la réunion.



Ici, au beau milieu de cette église ouverte à tout vent, ces hommes et femmes expriment d'abord leur fierté d'avoir déjà pu, grâce au projet, commencer à faire face à des préoccupations qui sont les leurs depuis bien avant le séisme. Leur lutte pour une vie digne et meilleure ne date pas du 12 janvier. Leur combat de toujours, c'est la protection de ces terres qui s'échappent et glissent un peu plus chaque année, emportées par les pluies, mettant en péril leurs activités d'agriculture et d'élevage et leur propre survie. Ici tous savent que le danger le plus proche, ce sont ces cyclones meurtriers et dévastateurs qui peuvent à tout moment frapper et emporter avec eux le peu de terres qui restent encore sur ce bassin versant. Leur combat, c'est de terminer l'école, que CROSE a pu commencer à réhabiliter, et qui permettra que les enfants puissent rester ici, sur leurs terres, sans avoir à marcher des heures pour aller jusque chez les voisins de Cap Rouge en franchissant ce satané col. Leur combat, c'est aussi la route qui n'arrive toujours pas et qui pose de sérieux problèmes pour les malades et les femmes enceintes qui doivent accoucher,

ou tout simplement pour écouler leurs maïs, leurs pois, leurs bananes, leurs poules et chèvres sur les marchés voisins et celui de Jacmel.

Avec l'appui de Pélège, Civil, Florian, et tant d'autres, les paysans de Michineau ont construit eux-même deux maquettes qui trônent encore au milieu de la place du village dans une petite cahute construite spécialement pour l'occasion. Presque un musée local, si tant est que des touristes daignent bien s'aventurer par ici. L'une représente le bassin versant tel qu'il est aujourd'hui avec des couleurs variées pour différencier des terres dégradées, des terres à protéger, des captages d'eau, des zones d'habitation, etc. L'autre, c'est "rev pa nou pou Michineau", leur rêve pour Michineau, celui d'un Michineau où la terre ne part plus, où les arbres reprennent du terrain, où la terre plus fertile et profonde donne de bonnes récoltes de pois, de maïs, de fruits et permet d'alimenter des animaux plus nombreux, poules, chèvres, cochons et même bœufs. Celui d'un Michineau où les femmes ne meurent plus sur le chemin caillouteux qu'elles doivent emprunter pour accoucher, où les enfants ne se fatiguent plus pendant des heures pour aller à l'école.



Et leur rêve ne s'arrête pas là, les projets ne manquent pas ...



"Nou ta remen yon lèterie mem jan ak sa yo genyen nan zon Kap Rouj ak Meyer. Li ta bon pou nou gen bef qui bay let pour lèteri a".

On aimerait aussi avoir une laiterie comme celles qui existent déjà à Cap Rouge ou Meyer. Ce serait bien qu'on arrive à avoir des vaches qui donnent du lait pour une laiterie.

Ils font là référence aux mini-laiteries du réseau "Letagogo" (beaucoup de lait, en créole), une expérience innovante promue par une ONG haïtienne partenaire, VETERIMED, qui permet de

valoriser le lait paysan et le transformer pour le marché local en boissons aromatisés et yaourt. Une belle réussite de transformation et commercialisation d'un produit paysan, alors que le lait en poudre reste un des principaux produits alimentaires d'importation, grevant fortement le maigre budget de l'Etat. Nous avons appuyé l'installation de la laiterie de Cap Rouge, toute proche ou presque, et celle de Meyer dans la plaine côtière. Eux rêvent déjà d'avoir la leur !

Jean-Claude, *leader* de l'organisation des paysans de Michineau, se lève et fait lui aussi une annonce. Après avoir remercié AVSF et CROSE dont ils sont membres, il se devait de montrer que son organisation savait aussi prendre des initiatives fortes.

"Nou te decide pou nou relancé kilti kafé : n'ap instalé pepinye nan tout zon". On a décidé d'appuyer la relance de la culture caféière avec la mise en place de pépinières dans toutes les zones.

Les troubles des vingt dernières années, l'abandon de l'activité par quelques exportateurs en situation monopolistique et les difficultés de communication ont eu raison de la culture de café à Michineau que les paysans ont peu à peu abandonnée. Mais avec la route, ce rêve n'est pas impensable dans un pays où le café était à une époque pas si lointaine "l'or noir" de l'île, et où dans d'autres régions toutes proches comme à Thiote ou Baptiste, des organisations paysannes ont repris le contrôle de la filière et la production, la transformation et l'exportation d'un café de qualité.

Je sais bien que leurs "rêves" sont nombreux et paraissent ambitieux, mais au fond de moi, je suis convaincu qu'ils ne sont pas si fous. La force du projet engagé avec CROSE est de contribuer à ce qu'ils deviennent réalité. Des kilomètres de ravines ont été aménagés, plus de soixante hectares sont en cours de plantation avec des arbres forestiers et fruitiers. Avec l'appui de donateurs solidaires en France, de la Fondation de France, grâce à un nouveau projet d'AVSF, avec la mobilisation de CROSE et des organisations de Michineau, la route sera là dans moins de trois mois, une route en terre certes, mais une route. Une équipe technique travaille déjà au relevé topographique.

Et la force de cette action ne s'arrête pas là. Je le comprends maintenant fort bien lorsque Perilus, un des paysans de la fédération des organisations paysannes de Michineau, demande la parole. Avec son chapeau de paille, son visage ridé et ses yeux malicieux, l'homme énonce simplement mais clairement ce qui pour lui est essentiel. L'expression en créole qu'il utilise pour nous le faire comprendre est délicieuse : il la déclame en pesant chaque syllabe, pour s'assurer que nous n'en perdions pas un mot.

"Ak Kros, nous te fe tounen yon band pwa yon sel gous" nous dit-il.

Avec CROSE, nous avons transformé une bande de haricots en une seule gousse.



Avec l'accompagnement de CROSE et l'appui du projet, au cours des quatre dernières années, de multiples organisations paysannes éparpillées se sont regroupées, unies en fédération et portent toutes ensemble un projet collectif pour des conditions de vie meilleures pour leurs familles. C'est bien là la force du mouvement CROSE que de reconstruire des espaces de concertation et des formes de démocratie depuis le local, de former de manière pragmatique à la gestion du bien public et de donner force à la voix et à des projets de familles historiquement vulnérables et marginalisées.

Je me réjouis intérieurement de voir que nos projets de coopération ne sont pas seulement les nôtres, mais bien les leurs ; elles se le sont appropriées pour qu'ils servent leur propre projet collectif d'organisation et de vie !

Je reste pourtant su ma faim. Les traces du séisme sont là devant nos yeux avec ces murs béants d'une église aujourd'hui vraiment très ouverte à tous ses fidèles ! J'ose donc poser une question sur le "goulou goulou". Les doigts se lèvent pour demander la parole et les langues se délient :

"Ampil kay endommage men nou pa tè mouri" ... " se plus pasé 80 kay ki kraze nan Michineau, oui !" ... Beaucoup de maisons sont endommagées mais il n'y a pas eu de victimes ... Plus de 80 maisons sont cassées à Michineau ...

... "Nou gen moun ki soti Potoprins ak Jacmel paske yo pedi tou sa yo te genyen. Juske kounya la yo la paske yo pas ka tounè e entre lakay la" ... Nous avons ici des personnes de la famille qui sont venues se réfugier depuis Port-au-Prince ou Jacmel parce qu'elles ont tout perdu. Jusqu'à maintenant, tous sont là parce qu'ils ne peuvent pas retourner chez eux ...

... "Nan kay mwen, nou te 4 ; nou 12 kounya la. Nou blige aranje nou. Nou manje sa tou te gadè tankou resev mayi ak pwa" ... Chez moi, nous étions quatre, maintenant nous sommes douze. On est obligé de s'arranger. Nous mangeons ce qu'on avait gardé comme réserve de maïs et de haricot.

Depuis que nous avons quitté Cap Rouge pour entrer sur la section rurale de Michineau, nous avons tous remarqué que les terres de culture avaient été semées. Comme si les familles n'avaient pas manqué de semences, en dépit de tous ces déplacés de Jacmel ou de Port-au-Prince qu'il a bien fallu nourrir. Pélège que je consulte, m'explique que les familles ont eu suffisamment de disponibilités de grains de maïs pour semer. Pour le haricot, plus difficile à trouver, CROSE a déjà pris les devants avant les semis de mars et immédiatement procédé à des distributions de semences. Il ne fallait pas tarder avec l'arrivée des pluies. Mais ce que tous expriment, c'est qu'avec des déplacés encore logés chez leurs familles, la pression sur l'alimentation reste forte, et pour certains les réserves de grains s'épuiseront vite, si personne ne repart. La période de soudure avant la récolte du maïs et du pois dans trois mois ne risque-t-elle pas d'être réellement difficile pour certaines d'entre-elles ?



Et puis il y a encore ces maisons brinquebalantes ou détruites que nous avons vues.

"*Nou poko koné sa nap fè ...*" (nous ne savons pas encore ce que nous allons faire) m'avait répondu, inquiet, un paysan sur le chemin à qui j'avais demandé comment il pensait réparer sa maison. Il faudra encore du temps, et trouver certainement quelques moyens pour les réparer ou les reconstruire ...

Il y deux jours, nous étions allées à Tomabrun un peu plus bas. Dans cette zone intermédiaire et sèche, entre le haut plateau arrosé et les zones côtières irriguées, la précarité règne et les maisons paysannes en témoignaient déjà avant le séisme. Pour beaucoup, la situation est devenue dramatique. Les maisons dans lesquelles des familles paysannes, avec une dignité et une pudeur impressionnante, nous avaient invités à rentrer sont pour certaines dans un état déplorable : murs fissurés, effondrés, penchés, prêts à tomber au moindre choc. Si quelqu'un doute des conséquences du séisme sur le monde rural, emmenez le à Tomabrun ... Dans ces situations tragiques, parfois révoltantes, de personnes vivant des situations de précarité extrême, un mur qui tombe, une maison qui s'affaisse, et c'est toute la famille qui devient brinquebalante car comment réparer ce qui déjà est irréparable, et avec quels moyens ? Cultiver dans ses conditions, plutôt partir et chercher à survivre ailleurs ...



Madame Simeon Illiana nous avait pourtant reçue toute souriante. Comme ses voisins, sa vie n'a rien d'un roman photo à l'eau de rose. Seule avec cinq petits enfants à charge, sans grande force de travail et située dans cette zone ingrate au niveau agricole, elle est l'un de ces "petits malheureux" comme ils se surnomment eux-mêmes. Elle nous avait pourtant reçus contents et pour cause : elle est aujourd'hui l'heureuse bénéficiaire de la maison modèle en bois construite récemment à titre d'essai pour un

programme de reconstruction d'habitat rural, que nous avons lancé avec CROSE et des amis français historiques d'Haïti, constructeurs et architectes. Pour Madame Simeon, la plus grande qualité de cette maison n'est peut-être pas forcément d'être antisismique et anticyclonique, mais d'abord d'être grande et belle avec cette peinture verte et jaune encore fraîche : "les couleurs du Brésil" nous dit-elle en riant !

Son ancienne *kay* où elle habite encore pour quelques jours à peine, ressemble aujourd'hui à un bateau qui sombre, penchée sur le côté, rafistolée provisoirement avec des tissus et des bouts de plastiques pour boucher les trous. Notre visite ne passe pas inaperçue ; de nombreux voisins sont venus qui nous invitent encore à venir voir leurs maisons, toutes endommagées.



"*Ou pa pran nom mwen ?*" (*tu ne prends pas mon nom?*) me questionne le jeune qui m'accompagne, alors que nous sortons d'une maison tout proche à moitié détruite où sa mère, intimidée, nous a reçu.

Philippe, le journaliste de France Inter qui nous accompagne, n'a pas sorti son micro, pourtant miniaturisé. Il regarde, suit en silence, observe sans mot dire. Curiosité, pudeur, stupeur ? Avant de me glisser à l'oreille : "Ici, j'ai l'impression qu'on touche vraiment le fond. C'est incroyable, des milliards de dollars doivent être investis dans ce pays ; ici il suffit de quelques milliers d'euros pour redonner un logement correct à ces familles". Les besoins sont réels, les attentes sont immenses et nos moyens encore bien faibles.

Depuis Michineau, nous avons maintenant pris la route du retour. Comme nous tous, Christophe remonte la pente lentement mais sûrement. On ne regarde plus beaucoup les aménagements que nous avons longuement admirés à la descente, les yeux rivés sur nos chaussures, de peur sans doute de voir la distance qui nous sépare encore de ce fichu col. Je repense à tous ces écoliers qui chaque jour courent sur ce sentier, à ces paysans qui cheminent, macoute remplie sur l'épaule et sac de provisions sur la tête, pour aller vendre ou acheter des biens, à ces malades



qui doivent marcher pour aller trouver un centre de santé. Les topographes qui font les relevés sur la route sont déjà là. Vivement qu'elle se termine ! En passant de nouveau le col, nous respirons et jetons un dernier regard sur Michineau. Le soleil commence à descendre à l'horizon en prenant une couleur rouge orangée ; une brume légère recouvre peu à peu le plateau. Nous laissons derrière nous des organisations paysannes qui, malgré les cyclones et le séisme, n'ont qu'une envie et qu'un seul combat : poursuivre leurs efforts pour obtenir des conditions de vie décentes pour leurs familles. Nul doute que d'autres, sous d'autres latitudes et dans leurs conditions, auraient renoncé depuis longtemps.

Le retour à Port-au-Prince me laisse un goût amer : les camps sur les bords des routes, la traversée de Léogane, la ville martyre, et l'arrivée à la capitale. Cécile nous fait passer par le bas de la ville, le quartier historique de la capitale. Une vision de désolation : de trop

nombreux édifices publics mais aussi historiques et culturels ne sont plus que gravats. Combien même sont encore sous les décombres ? Combien de temps sera nécessaire pour enlever les traces de ce séisme et permettre aux haïtiens d'effacer du paysage mais aussi de leur mémoire les stigmates de cette catastrophe et ce traumatisme ?

Je prends une dernière photo de l'église "Sainte Trinité", célèbre pour les peintures naïves de son abside, réalisées par les peintres haïtiens les plus connus : Bazile, Préfète Duffaut, Obin et d'autres. Il n'en reste aujourd'hui que quelques murs béants qui laissent apparaître l'une de ces fresques, aujourd'hui mise à nu. Une photo dérisoire pour garder en mémoire visuelle cette destruction, mais qui a surtout le don d'ennuyer Cécile, qui voudrait elle, gommer au plus vite de son esprit l'image de cette ville meurtrie et avec elle, la mémoire du 12 janvier et des journées douloureuses qui ont suivi.



Je range rapidement mon appareil au fond de mon sac. Elle a raison. De ce nouveau séjour en Haïti, je ne veux garder que les images de ces paysans qui se battent pour un avenir meilleur. Eux depuis longtemps sont déjà en train de reconstruire "un autre Haïti" avec l'appui déterminé de cadres, de techniciens, d'intellectuels qui résistent encore et toujours au grand appel de Miami, Québec ou Paris. Courageux et difficile pourtant de ne pas passer de l'autre côté, lorsqu'on sait que les universités sont aussi tombées et auront bien

du mal à reprendre à la rentrée : beaucoup, ceux qui en avaient les moyens, ont fait partir leurs enfants à l'étranger pour assurer leur avenir. D'autres, comme Martine et tant d'autres, ont même fait le choix, difficile mais raisonné, de faire naître leurs enfants aux Etats-Unis, une assurance pour l'avenir quoiqu'il advienne : ils sont ... américains. Tous ceux-là sont les mêmes qui ont traversé la dictature des Duvalier, les régimes militaires successifs, l'ascension fulgurante et la chute désolante d'Aristide, l'instabilité politique et les périodes de violence, enfin les cyclones et maintenant le séisme. Mais au-delà de ces clichés de leur pays que certains se complaisent à rappeler à chaque épisode dramatique, ils connaissent aussi les multiples initiatives prises avec succès dans les villes, les quartiers populaires ou les campagnes haïtiennes par des hommes et des femmes qui ne baissent pas les bras et agissent avec courage et volonté. Ils les ont eux-mêmes initiées ou accompagnées. En dépit des pressions de parents souvent déjà installés *lot bô* (de l'autre côté), ils m'assurent qu'ils ne quitteront pas leur pays. De toute façon, ils ne sont pas dupes : quoi qu'on en dise, séisme ou pas, ils savent bien que de l'autre côté de la mer, la vie n'est pas si facile non plus.

Port au Prince – Paris – avril 2010
Frédéric Apollin